



Séance ordinaire du mercredi 20 juin 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Serge BOULET, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Véronique DEMON, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.

Excusés :

Geniès BALAZUN, Renaud CALVAT.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Continuité écologique des cours d'eau - Travaux d'équipement du seuil du Point du Jour de la Mosson sur les communes de Montpellier et Juvignac - Demande d'aides financières auprès de l'Agence de l'eau - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSET, Vice-Président, rapporte :

Le bassin versant du Lez est identifié par le Plan de gestion des poissons migrateurs du bassin Rhône Méditerranée (PLAGEPOMI 2016-2021) comme une zone d'action prioritaire pour la reconquête d'axes de migration pour l'anguille. La présence des ouvrages transversaux dans les cours d'eau, notamment les nombreux seuils existants sur le Lez et la Mosson, perturbe le déplacement des populations piscicoles comme l'anguille.

L'étude globale des seuils du Lez et de la Mosson portée par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE) a proposé et priorisé la réalisation d'aménagements spécifiques pour permettre de rendre ces seuils franchissables par les poissons.

Le seuil du Moulin du Point du Jour sur la Mosson situé à proximité du domaine Bonnier de la Mosson est un ouvrage maçonné ancien dégradé, sa hauteur de chute supérieure à 3 mètres le rend difficilement franchissable par les anguilles. Le projet retenu consiste à aménager une rampe rugueuse en enrochements maçonnés dont la géométrie sera adaptée à la forme du seuil. Le seuil est localisé dans l'enceinte de deux périmètres de monuments historiques, la réalisation de la rampe ainsi que la réfection de l'ouvrage seront donc soumis aux préconisations des architectes des bâtiments de France. Ces prescriptions pourraient notamment nécessiter l'utilisation de matériaux de taille, de nature et de couleur spécifiques.

Le coût de cette opération, qui relève de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), est estimé à 120 000 € H.T.

Le contrat de Métropole de coopération, signée avec l'Agence de l'eau le 28 janvier 2016 pour une gestion durable de l'eau et des milieux aquatiques sur la période 2015-2019, fixe comme objectif sur le volet 5 « Milieux aquatiques et gouvernance » de rétablir la circulation des anguilles depuis la mer jusqu'aux sources du Lez et de la Mosson. Les travaux d'équipement du seuil du Moulin du Point du Jour sur la Mosson sont inscrits dans ce contrat à travers l'action V-20 et sont susceptibles de faire l'objet d'une aide financière de l'Agence de l'eau à hauteur de 60%.

Le plan de financement de cette opération serait ainsi le suivant :

- Agence de l'eau (60 % du montant HT) : 72 000 €
- Montpellier Méditerranée Métropole (40 % du montant HT) : 48 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'équipement du seuil du Moulin du Point du Jour sur la Mosson,
- dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907,
- solliciter les meilleures aides financières auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Fait à Montpellier, le
\$Delib.report.AIRS_CLI_RAP_DTE
_ACTE?date("dd/MM/yyyy")?
string.short}

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180620-44666-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 04/07/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.